

CONGRES AIFRIS - Proposition communication

Axe 1: Génese économique, politique et sociale de la multiplication des précarités : les positions pour l'intervention social

Titre: TRAVAIL SOCIAL ET PARTICIPATION SOCIALE

Auteurs: Montserrat FEU, Joana GUIRAO, Juanma RIVERA *Collegi Oficial de Treball Social de Catalunya*. Barcelona (Espagne) www.tscat.cat

Des le *Collegi Oficial de Treball Social de Catalunya*, on présente cette communication afin de connaître et mettre à débat la participation du secteur autour de la crise économique de notre pays au moment actuel et ses répercussions sur le système de protection sociale. Le Collège est une corporation de droit publique, organisée en 1983 comme fusion des associations d'assistantes sociales existantes en Catalogne, avec 4.700 professionnels adhérents en 2015. Avec le siège central à Barcelona, et cinq délégations territoriales: Girona, Tarragona, Lleida, Manresa et Terres de l'Ebre.

D'après le commencement de la crise économique il y a cinq ans, le Collège a participé régulièrement à des actions avec des autres agents actifs, comme des associations et des institutions et des plateformes collectives de la société organisée d'après les mouvements sociaux et associatifs, pour la défense des droits sociaux, avec l'objectif de renforcer les alliances, pour exercer notre voix comme professionnels, vers une société plus juste et avec plus de cohésion sociale. Ces actions se sont développées dans le contexte du débat autour de la planification et de la gestion des politiques de protection menées par le gouvernement, et comment elles mettent en question les droits déjà obtenus, et parfois à l'abri de ce qui est régularisé à la législation du territoire de la Catalogne.

Devant ce contexte, on manifeste que les professionnels du social ont le défi historique de réviser, analyser, actualiser et innover d'après son travail en vue de l'adéquation du travail social au moment actuel. Il faut aller vers un travail de collaboration avec d'autres acteurs et avec les espaces de lutte citoyenne, tellement présents actuellement à notre pays. Il faut des nouvelles alliances avec ces mouvements, avec les réseaux et

les plateformes existantes avec lesquelles on partage la mission de donner du pouvoir aux personnes et la promotion de la participation sociale. On a notre place aux espaces des initiatives législatives populaires lesquelles sont un élément clé pour cette transformation, elles sont canalisées vers le Parlement avec la volonté de partager l'orientation des politiques sociales.

Dans ce contexte on veut souligner la participation à:

1. Plateforme des Affectés par les Hypothèques PAH

Avec la collecte des signatures pour l'Initiative Législative Populaire ILP, présentée au Parlement de la Catalogne, en mai 2015, avec 143.380 signatures, afin de commencer les démarches de la ILP au Parlement, et pour qu'ils prennent position auprès des citoyens concernés, avec les Banques et les entreprises énergétiques. Plus de 50 municipalités ont approuvé des motions d'appui à cette initiative. Il faut souligner que ce processus a été possible pour tout le travail en réseau qu'on a mené à terme entre la : *Plateforme des Affectés par les Hypothèques PAH*, *Alliance contre la Pauvreté Énergétique* et toutes les institutions et des personnes qui ont donné appui à la ILP, comme notre *Collegi Oficial de Treball Social de Catalunya*, avec le recueil des signatures.

2. Débat autour de la Pauvreté et l'Insertion Sociale

Présence de forme régulière à des commissions du Parlement autour de la pauvreté et l'exclusion sociale. Participation à la plateforme *Pobresa Zero*, à la mobilisation le « Jour International contre la pauvreté », le 17 octobre 2014, et à la session organisée au Parlement de la Catalogne sur pauvreté et inégalité.

a) Le Revenu Minimum d'Insertion – RMI

Suivie du Revenu Minimum d'Insertion : réception, analyse et réponse à différentes consultations, contacte avec les moyens de communication, réunions avec le Directeur General du RMI du gouvernement de la *Generalitat de Catalunya* et participation aux réunions du *Pacte National pour la Pauvreté*. La Commission de *Serveis Socials Bàsics* (services sociaux polyvalents) a élaboré le rapport « *Renda Mínima d'Inserció, resposta*

insuficient », revendication de l'amélioration de l'attention aux personnes et aux familles en situation ou risque d'exclusion. On a dénoncé le collapse du programme du RMI, ainsi que les incidences diverses et les manques, et on a formulé une série de recommandations afin de promouvoir l'autonomie des personnes bénéficiaires.

b) *Llei Renda Garantida de Ciutadania* (Loi de Revenu Garanti de Citoyenneté)

Participation à des actions de revendication en demandant au Parlement l'approbation urgente de la cette loi. On constate que les politiques sociales d'assistance ne vont pas résoudre les situations d'inégalité sociale et de pauvreté, et qu'il faudrait avoir une prestation universelle, qui puisse assurer un minimum des revenus à toute la population. La Commission de *Serveis Socials Bàsics* du Collège a exposé notre position au Parlement, en manifestant que cette loi pourrait contribuer à « mettre fin aux situations de précarité économique et de souffrance de tant des personnes et familles qui ne peuvent pas couvrir ses besoins basiques » et on demande « l'implication active des administrations publiques contre le chômage, la pauvreté et les inégalités » et « pour les droits des citoyens et la justice sociale ».

Devant une réalité tellement complexe et multi problématique on manifeste le besoin de mener à terme des changements structurels qui peuvent résoudre « les situations de chômage, manque de logement et les coupures en santé et en dépendance qui mènent les personnes à une existence précaire » et comme travailleurs sociaux, on revendique la profession d'assistante sociale « dernièrement même méprisée ». On a mis l'accent sur le travail éducatif en affirmant que « on travaille pour donner de pouvoir aux personnes, avec une perspective de coresponsabilité, en faisant l'accompagnement avec la finalité de pouvoir vivre en dignité ». On a défendu cette proposition de loi comme alternative à la carte actuelle des prestations économiques, qui est dispersée et avec peu des ressources, qui ne sont pas bien structurées ni suffisantes. Dans cette perspective on a manifesté que, comme profession « il faut avoir la garantie des revenus minimums et des services

pour couvrir les besoins de base, afin de pouvoir nous occuper des situations de risque social ».

Participation aux différents actes de la *Setmana de la Dignitat per una Renda Garantida de Ciutadania*, a Barcelona du 23 au 28 juin 2014. Participation aux *Jornades de dejuni contra la pobresa*, 13-15 septembre 2014, avec des conférences et des manifestes pour une Catalogne sans chômage, sans pauvreté et des inégalités.

3. Projet de nouvelle Loi de Régime Locale

Ce projet proposé par le gouvernement central veut faire une réforme de l'administration locale, tout en restant des compétences aux municipalités. Participation à la mobilisation contre cette réforme, a partir de 2014, avec la promotion des motions de la part des municipalités. Le Collège de Catalogne a organisé une conférence de presse avec le Conseil General de Travail Social de Madrid, tout en dénonçant ce projet de loi, qui reste compétences aux municipalités, recentralise l'administration et diminue l'actuel système des services sociaux.

Journée à Barcelona sur *El futur dels Serveis Socials municipals davant la reforma de l'administració local*, le 30 janvier 2015, dirigée aux professionnels du social et coorganisée entre les Collègues Officiels de Psychologie, des Educateurs Sociaux et du Travail Social de Catalogne, avec 150 participants. Avec l'objectif d'analyser les répercussions du projet de loi sur les services sociaux de base, voir quels sont les services sociaux nécessaires au niveau du contexte actuel, et avec les nouveaux mandats municipaux qui vont s'initier après les élections locales en 2015

4. Association Inter collégiale des Collèges Professionnels de Catalogne.

Participation à partir de 2011 à cette association qui est composée par 100 Collèges professionnels, présidée par la Collège des Avocats. La doyenne de notre Collège est vice-présidente de la commission *Sectorielle d'Action Sociale, Enseignement et Humanités*, qui groupe des représentants des Collèges professionnels de : Bibliothécaires, Docteurs et Licenciés en Beaux Arts et professeurs de Dessin, Philosophie et Lettres et Sciences ,

en Education Physique et Sports , Educateurs Sociaux , Psychologues, Pédagogues et Politologues et Sociologues.

Publication du livre « *El col.lapse del sistema. Bases per a pensar el nou milleni* » , de Jaume Botey, anthropologue et professeur d'Histoire des mouvements sociaux de l'Université de Barcelona, en vue de la réflexion et de la critique, a partir d'un cycle de conférences organisées entre les années 2012 et 2013. C'est une monographie dirigée en spécial aux professionnels du social, mais dirigé aussi à la citoyenneté, afin de donner des éléments nécessaires pour comprendre « pourquoi et comment on a arrivé au désordre actuel du système de protection sociale ».

5. La « *marea naranja* » (marée orange)

Le *Consejo General del Trabajo Social* (Conseil General du Travail Social), de Madrid, qui groupe tous les Collèges professionnels des assistantes sociales de l'état espagnol, a mis en place cette campagne de diffusion l'année 2012. Il s'agit d'un mouvement de protestation pour les coupures budgétaires qui mènent à terme les administrations publiques aux services sociaux. Le mouvement est composé pour tous les professionnels qui refusent le démantèlement du réseau public des services sociaux. Signification du mot *marea naranja* : car nous sommes chaque fois plus ceux qu'on dénonce la situation actuelle des politiques publiques et sa répercussion sur l'exclusion et le risque de finir avec la cohésion sociale. En s'habillant d'une chemise couleur orange avec le slogan *Servicios Sociales para todas y todos – Recortes no - ¡No te calles !* (Services Sociaux pour toutes et tous – Non aux réductions – ¡Ne pas se taire !) qu'on porte aux différentes manifestations, concentrations et actions de proteste qui s'organisent. Tous les vendredis les assistantes sociales qui participent au mouvement vont à son poste de travail habillés avec cette chemise.

Notre Collège a collaboré a la production et distribution des chemises, à la diffusion des actions de communication et les activités organisées en Catalogne, avec la présence au *Congrès de Serveis Socials Bàsics*, à Barcelona, en octobre 2014 ; Congrès coorganisé avec les Collèges de Psychologie et des Educateurs Sociaux de Catalogne.

Présence aux moyens de communication

Pendant l'année 2014 on a consolidé la présence continue du Collège aux moyens de communication comme contribution à la reconnaissance

sociale de la profession et afin de donner visibilité aux problématiques avec lesquelles on travaille, avec 80 apparitions à la presse pendant l'année. Il faut souligner aussi la présence aux réseaux sociaux : avec une page à Facebook et un compte à Twitter, avec beaucoup de participation.

Afin de favoriser la présence du travail social aux moyens de communication, on a mis en place un « équipe des voix du travail social », avec un représentant de la Directive du Collège, composé d'une cinquantaine d'assistants/es sociales qui forment part des différents espaces de représentations du Collège : commissions, groupes de travail, comité d'éthique, Revue de Travail Social RTS, etc.. L'objectif de cet équipe est de donner agilité aux circuits de présence aux moyens, en diversifiant les voies qui vont intervenir publiquement au nom du Collège, et couvrir tous les domaines où on travaille, tout en garantissant au maximum l'expertise et la rigueur.

Bibliographie:

- BOTEY, Jaume *El col.lapse del sistema. Bases per a pensar en el nou mil.leni*. Barcelona, 2014. Col·legi Oficial de Treball Social de Catalunya.
- CASTILLO, FELIX (1997) "El profesional en las organizaciones de servicios", en M. Coletti, J.L. Linares *La intervención sistémica en los servicios sociales ante la familia multiproblemática* Barcelona, Paidós.
- Col·legi Oficial de Treball Social de Catalunya. *Manifest sobre el Col·loqui dels Serveis Socials Bàsics*. Barcelona, 2014. – *Memoria 2014*.
- Consejo General de Colegios de Trabajo Social. Madrid. www.cgtrabajosocial.com/consejo/Marea_Naranja
- FANTOVA, F. (2005). *Manual para la gestión de la intervención social. Políticas, organizaciones y sistemas para la acción*. Madrid, Editorial CSS.
- IBARRA, P. (2005), *Manual de sociedad civil y movimientos sociales*, Madrid, Sistema.
- MCADAM, D., TILLY, C. y TARROW, S. (2005), *Dinámica de la contienda política*, Barcelona, Editorial Hacer. –

- RIMBAU, CRISTINA « Gestió social en temps de crisi. L'impacte en el treball social ». Revista de Treball Social RTS, núm. 202. Barcelona, agost 2014 Col·legi de Treball Social de Catalunya.

- TARROW, S. (2004), *El poder en movimiento*. Madrid, Alianza.